

du gouvernement. Tous les députés souhaitent sortir de ce rôle statique et être en mesure d'exprimer plus activement leurs opinions et leurs sentiments personnels. Bien sûr, le système de comité a été mis en place à cette fin. Ce système devrait nous permettre de dépasser quelque peu le cadre de notre rôle politique et de rencontrer nos collègues, hommes et femmes, autour d'une table, pour nous attaquer aux problèmes socio-économiques du pays. Nous pouvons parvenir à un consensus et nous entendre pour améliorer la situation du Canada. C'est certainement ce que le comité des finances a réussi à faire.

● (1720)

De même qu'un grand nombre de mes collègues du parti conservateur, du parti libéral et du Nouveau parti démocratique qui ont pris la parole aujourd'hui, j'ai participé, le printemps et même l'été derniers, aux audiences que le comité a tenues sur la réforme des institutions financières. Je reconnais que nous avons eu certaines divergences de vues pendant que nous tenions nos audiences dans les différentes régions du pays. Un grand nombre de ces divergences étaient attribuables à notre personnalité propre, à notre philosophie personnelle et à nos antécédents. Nous avons toutefois réussi à nous entendre sur des choses importantes.

La motion d'aujourd'hui va nous permettre de voir dans quelle mesure le gouvernement prend au sérieux les travaux des comités et la réforme parlementaire. Pour regagner confiance dans cette institution, les Canadiens doivent voir leurs députés travailler et prendre ensemble des décisions sensées qui ne seront pas dictées par des considérations politiques.

Les Canadiens et les Canadiennes souhaitent désespérément voir le Parlement instaurer des réformes afin qu'il soit possible de présenter des idées non sectaires et de les faire appliquer. Nous en avons un exemple sous les yeux aujourd'hui. Nous attendons tous de voir comment le gouvernement va réagir devant cette proposition concrète. C'est une proposition très importante. Elle aura un effet déterminant sur notre prospérité économique et le milieu social et culturel dans lequel nous vivrons au cours des années à venir.

Il ne s'agit pas seulement de la prise de contrôle de Genstar par Imasco, monsieur le Président. Si le gouvernement autorise cette acquisition, malgré la recommandation unanime du comité des finances, autant renoncer à l'indépendance des comités parlementaires. L'enjeu ne se limite pas à la prise de contrôle d'une institution financière par une institution non financière. Si le gouvernement autorise cette acquisition, il ouvrira la porte à d'autres prises de contrôle et à une concentration encore plus grande des institutions financières. Nombreux sont les députés qui perdront tout espoir en la réforme parlementaire. Si le gouvernement ne se conforme pas à la décision unanime du comité des finances, les Canadiens verront quelles sont ses intentions véritables en ce qui concerne la réforme parlementaire. Il leur montrera que c'est entièrement bidon et nous pourrions aussi bien tous rentrer chez nous. Nous allons siéger ici comme des robots, à voter oui ou non

selon que nous siégeons dans l'opposition ou du côté du gouvernement.

Je tiens à féliciter les députés du parti conservateur qui siègent à ce comité. Ils sont mes véritables collègues. Nous avons voyagé dans le pays et entendu chaque jour de nouveaux témoignages. Je les félicite d'avoir joué un rôle actif à la Chambre en s'efforçant de lui faire accepter les conclusions du comité des finances. Je les félicite du fond du coeur. Ils font le vrai travail d'un député et nous devrions tous suivre leur exemple. Un jour viendra peut-être où mes collègues du Nouveau parti démocratique et moi formerons le gouvernement, ou peut-être même que les libéraux seront un jour au pouvoir, et nous ferons tous preuve du même courage que les députés conservateurs membres du comité des finances aujourd'hui. Ils rendent hommage à leur gouvernement et à leur parti, monsieur le Président. C'est au gouvernement de jouer maintenant et nous le surveillerons tous pour voir s'il les dénigre ou s'il les respecte. Nous le surveillerons tous avec beaucoup d'intérêt.

Le débat d'aujourd'hui porte sur la question de savoir si Imasco doit prendre le contrôle d'une institution financière, Genstar. C'est important, comme d'autres députés et moi-même l'avons signalé à la Chambre, car il s'agit d'une grosse prise de contrôle. Il s'agit d'une grosse société non financière qui veut acheter sa propre banque, comme l'a dit le président du comité des finances, le député de Mississauga Sud (M. Blenkarn).

Quel est l'enjeu? Essayons de délimiter l'ampleur de cette transaction. Que représente Imasco? L'actif total de cette société, au 31 mars 1985, s'élevait à 2.74 milliards de dollars. Ses recettes pour l'année se terminant au 31 mars de cette année-là ont atteint 4.35 milliards et elle compte 18,300 employés. Parmi ses avoirs, Imasco compte Imperial Tobacco, qui produit plus de moitié des cigarettes vendues au Canada. Elle exploite 2,540 fast foods aux États-Unis sous la raison sociale Handee, possède sa propre chaîne de pharmacie, avec 415 magasins Shoppers Drug Mart à travers le pays. Elle possède et exploite 800 Peoples Drug Stores aux États-Unis, ainsi que 460 magasins de tabac, cadeaux et journaux au Canada. Voilà ce que représente Imasco. Voilà l'étendue de ses activités. C'est une société importante et assez impressionnante.

Que représente Genstar, la société dont Imasco veut prendre le contrôle? L'actif total de Genstar au 31 décembre 1985 s'élevait à 25.4 milliards de dollars. Ses recettes pour l'année se terminant au 31 décembre de cette année ont atteint 2.34 milliards et elle compte 18,000 employés. Genstar possède Canada Trustco Mortgage Company, la plus grande société de fiducie du Canada et sixième institution financière du pays, dont l'avoir s'élève à 21.7 milliards. Elle s'occupe également de matériaux de construction, de services industriels, de services maritimes, d'immobilier et d'exploitation foncière. Autrement dit, les gens qui possèdent des chaînes de «fast foods», des pharmacies et des tabagies, veulent acquérir cette grande société de fiducie.